

Chronique d'Emmanuel Morucci - 11/01/12



Evêques et Europe, vers un nouveau modèle économique, solidaire et responsable : l'économie sociale de marché européenne.

En réponse à la crise économique et financière que traverse actuellement l'Europe, les évêques de la COMECE proposent de faire évoluer le Marché unique selon le concept d'une économie sociale de marché. Leur idée : faire de l'Union européenne une communauté de solidarité et de responsabilité viable.

C'est ce 12 janvier que les évêques de la Commission des Episcopats de la Communauté européenne (COMECE) se prononcent à Bruxelles par la voix de Cardinal Reinhard Marx, Vice Président de la COMECE, archevêque de Munich-Freising sur le concept d' « économie sociale de marché hautement compétitive ».

C'est d'ailleurs un des objectifs de l'Union européenne depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. C'est aussi un des points centraux de la stratégie européenne 2020.

Les évêques soulignent l'importance du don dans l'économie sociale de marché : « les institutions correspondant à cette forme libre de solidarité – sociétés mutuelles, coopératives et organes municipaux – et d'autres formes de l'économie sociale et de l'investissement éthique, requièrent une attention particulière en vue de l'élaboration d'une économie sociale de marché européenne. » disent-ils.

Le marché n'est pas antisocial par principe. Bien ordonné, affirment-ils, il peut devenir un lieu de rencontres qui permet de fonder des relations. Ils condamnent cependant une économie tournée uniquement vers le profit et qui « menace d'éclipser les dimensions sociale et écologique de la qualité de vie, qui souvent ne peuvent être directement exprimées en termes monétaires, et de transférer les coûts de l'activité économique sur d'autres personnes, en particulier sur les générations futures. »

Ils rappellent aussi que « L'autorité publique a le devoir de garantir la fourniture des biens essentiels et des services d'intérêt général » et appellent l'UE à adopter « une réglementation adéquate dans le Marché commun européen des services d'intérêt général, et des services sociaux en particulier ».

S'ils s'adressent également aux consommateurs afin qu'ils changent leurs habitudes, les évêques appellent les politiques européens à repenser la répartition des compétences entre l'Union et ses États membres en matière de politique sociale. « Le marché doit être complété par des prestations sociales de façon à ce qu'une vie dans le respect de leur dignité humaine puisse être garantie à tous les citoyens et citoyennes. » Ils terminent par un appel à une plus forte union: « Cette préoccupation ne peut plus être seulement celle des États, mais doit devenir aussi celle de l'Union. »

Emmanuel Morucci